



Lettre à tous les enseignants de France

Lundi 2 mai 2016

Mesdames et Messieurs,

Je vous ai adressé une première lettre, il y a tout juste un an, pour vous apporter mon soutien face aux réformes que le ministère mettait en place, en particulier, la réforme du collège, véritable entreprise de démolition de l'Instruction publique, jadis force de notre République. J'ai tenu à vous écrire de nouveau, à la veille des assises dites de la refondation, prévues les 2 et 3 mai prochains. Vous le savez mieux que moi, ces dernières ne seront qu'une entreprise d'instrumentalisation où la parole sera canalisée et le débat illusoire. Le but n'est pas de discuter les dispositifs imposés et d'en dresser un bilan, mais de promouvoir et d'alimenter un discours d'autosatisfaction à fin de propagande.

Comme je vous l'écrivais, il y a un an, la réforme du collège portée par la ministre, Najat Vallaud-Belkacem, passée maîtresse dans l'art de la langue de bois et du dénigrement systématique de tous ceux qui osent remettre en cause ce qu'elle appelle pompeusement la « révolution copernicienne de la pédagogie » destinée à lutter prioritairement contre l'ennui des jeunes, est bien une catastrophe. Elle n'est cependant que le point d'aboutissement prévisible d'un quart de siècle de renoncements successifs des gouvernements PS puis UMP, UMP puis PS, depuis que l'enfant a été mis au centre du système au détriment des apprentissages fondamentaux.

Après l'invention du « socle commun de compétences » qui place l'exigence au niveau le plus bas et qui condamne à jamais l'ambition de ceux qui ne sont pas « bien nés », la réforme du primaire et du lycée, le collège est en voie de reformatage, par l'allègement des programmes et des horaires, par la dissolution des disciplines dans la tarte à la crème de « l'interdisciplinarité », par la disparition du latin et du grec, des classes bi-langues et européennes, hors quelques établissements privilégiés, en particulier à Paris, au mépris total de l'égalité républicaine des territoires et des enquêtes qui montrent que ces disciplines et ces classes profitent le plus aux enfants des milieux modestes.

Niveler les formations, comme le fait la réforme, ne rendra pas meilleurs les élèves les plus en difficulté, mais elle empêchera de s'élever les plus doués et ceux qui donnent le meilleur d'eux-mêmes. Qu'il me soit permis ici d'émettre les doutes les plus sérieux sur une élévation du niveau par « l'incitation des apprenants à construire eux-mêmes leur savoir » et par le « travail de la classe en autonomie » et en « îlots bonifiés » qui ravaleront le travail des enseignants à celui de gentils organisateurs.

Ceux d'entre vous qui ont d'ailleurs commencé à tester les nouveaux dispositifs sur le terrain ont vu combien tout cela avait été mal pensé : les EPI qui devaient être assurés par deux collègues présents dans la même classe et qui, faute de moyens, ne le seront pas ou encore les alignements imposés sur tout un niveau là où devait prévaloir une certaine liberté pédagogique ! Seuls des politiques, des technocrates et des pédagogistes pour qui les élèves ne sont que des sujets d'expérience ou des statistiques pouvaient penser une telle usine à gaz que même Philippe Meirieu, dont ils se recommandent a désavoué.

Notre jeunesse est inquiète, comme le montre la mobilisation contre la loi El Khomri. Les parents d'élèves sont inquiets, ainsi que le prouve la fronde de la base des grandes fédérations, FCPE et APEL en tête, à l'égard de leur direction qui a approuvé la réforme. Et vous-mêmes vous êtes inquiets, car vous connaissez mieux que quiconque vos classes et vos élèves. À cet égard, j'ai été profondément choqué par le mépris affiché à votre endroit par Florence Robine, toute puissante directrice générale de l'enseignement scolaire et par les menaces que plusieurs d'entre vous ont subi lors des récentes journées de formation.

Je vous écrivais il y a un an : « Sans une école publique exigeante, dont vous êtes les garants, il n'y a pas (...) d'avenir pour la République et donc pour notre Nation ». Vous savez sans doute que je me suis porté candidat à la présidence de la République en 2017. Mon projet porte le rétablissement de cette exigence et de deux valeurs essentielles à mes yeux pour l'avenir de notre nation : travail et transmission. Il passe d'abord par l'abrogation de cette réforme létale du collège. Ne vous précipitez donc pas pour l'appliquer et pour faire acheter par vos établissements de nouveaux manuels scolaires qui pourraient bien se révéler obsolètes très rapidement après être entrés en service. En résistant passivement à la réforme, vous rendrez le plus grands services à vos élèves et à la République.

Au-delà, il est impératif de rétablir les centaines d'heures d'enseignement de français supprimées par cette réforme et celles qui l'ont précédées. Sans maîtrise de la langue ni communication, ni accès à la culture. Ce n'est pas non plus avec des divertissements démagogiques que les enfants accéderont au savoir, mais avec des cours, quitte à supprimer ou dégraisser sérieusement tous les moments ludiques mis en place, sous la pression de Bercy, pour éviter de payer des enseignants à exercer leur métier. Une vraie culture donne à chacun la fierté de son travail, le sentiment de perpétuer l'œuvre de ceux qui nous ont précédés.

Dans cette optique, les enseignants doivent être d'abord formés à la maîtrise des savoirs qu'ils auront à transmettre, pas à exécuter les lubies de spécialistes auto-proclamés des « sciences de l'éducation ». Parce que ce sont les enseignants qui sont en première ligne. La parole du maître doit être replacée au cœur des apprentissages. Pas le recours à des écrans qui n'ont de sens que si justement le maître leur en donne un. Le tout informatique est une illusion dangereuse qui ruine encore davantage le respect que l'on doit à ses maîtres, en faisant croire à l'ubiquité des machines.

À formation savante, rémunération adéquate. Pourquoi ne pas aligner progressivement la rémunération des enseignants français sur celle de leurs homologues luxembourgeois ou allemands, qui gagnent exactement deux fois plus ?

Ce serait un premier pas, indispensable, pour enrayer la dégradation de l'image des enseignants et, corrélativement, la fonte, d'année en année, du nombre de candidats aux concours de recrutement de l'enseignement.

Il est impératif aussi de moduler le nombre d'élèves en classe. Il faut être bien loin des réalités pour croire que l'on peut enseigner sérieusement à 35 élèves en difficulté. Enseigner à la moitié, déjà, n'est pas facile, et c'est ce vers quoi il faut tendre, notamment pour le CP, dans les écoles les plus difficiles.

Il faut aussi que l'autorité de l'enseignant sur sa classe soit renforcée et que la hiérarchie ne ferme plus les yeux sur certains débordements, mais conforte au contraire l'enseignant, voire ne le désavoue plus, au nom de la culture de l'excuse ou de la nécessité de ne pas faire exploser les statistiques des incidents. C'est évidemment par la sanction juste et proportionnée qu'on arrivera à réduire ces derniers.

C'est enfin par la transmission la plus exigeante des savoirs que l'on peut commencer à restaurer une vraie morale laïque. C'est en transmettant des connaissances exactes qu'on dissuadera demain certains de s'en remettre aux certitudes les plus folles, aux *a priori* les plus mortels.

Voilà le cœur de ma pensée politique pour l'Instruction publique, voilà l'une de mes grandes priorités pour 2017. Restaurer, entre les enseignants, les élèves et les familles, la confiance née d'un respect du savoir. À la question « Qu'as-tu appris à l'école aujourd'hui ? », les enfants et les adolescents doivent pouvoir répondre, chaque jour, de façon précise. On ne vient pas en classe comme on se rend au supermarché. On y va pour se construire une culture et un avenir.

Nicolas Dupont-Aignan, député de l'Essonne, président de Debout la France, candidat à la présidence de la République